David KOUSSENS, Charles MERCIER, Valérie AMIRAUX,
Nouveaux vocabulaires de la laïcité

Paris, Classiques Garnier, 2020

Philippe Ségur

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1633>

DOI : 10.4000/rdr.1633

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2021

Pagination : 196-198

ISBN : 979-10-344-0097-3

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Philippe Ségur, « David KOUSSENS, Charles MERCIER, Valérie AMIRAUX, *Nouveaux vocabulaires de la laïcité* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 12 | 2021, mis en ligne le 02 décembre 2021, consulté le 03 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1633> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1633>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2022.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

David KOUSSENS, Charles MERCIER, Valérie AMIRAUX, *Nouveaux vocabulaires de la laïcité*

Paris, Classiques Garnier, 2020

Philippe Ségur

RÉFÉRENCE

David KOUSSENS, Charles MERCIER, Valérie AMIRAUX, *Nouveaux vocabulaires de la laïcité*, Paris, Classiques Garnier, 2020 (Rencontres. Science politique), 177 p.

- 1 Ce petit livre original et stimulant, issu d'un colloque organisé à l'université de Bordeaux, entend procéder à l'examen des mutations lexicales qui affectent la laïcité, sous l'influence de la stratégie des acteurs politiques et religieux (dits « entrepreneurs de causes ») qui cherchent à en orienter la sémantique pour atteindre leurs objectifs idéologiques.
- 2 Ainsi la réactivation du débat sur la laïcité dans les années 1990, non plus à l'égard de l'Église catholique, mais de l'islam, a profondément divisé le Parti socialiste. Celui-ci s'est fracturé en trois tendances : les défenseurs d'une laïcité stricte, disputant ce thème à la droite pour des motifs identitaires ou antireligieux, les partisans d'une laïcité ouverte et inclusive et les tenants d'une position médiane qui redoutaient de perdre des électeurs avec un engagement plus clair eu égard à l'implantation du parti à la fois dans des territoires à forte population musulmane et dans ceux marqués par la tradition laïque et républicaine. La laïcité est alors devenue au PS « un impensé ou un enjeu mal formulé entre les deux polarités précédemment énoncées (son explicitation étant trop coûteuse politiquement) » (R. Lefebvre, p. 17). De son côté, l'extrême droite s'est emparée du sujet pour rénover sa thèse ethno-différentialiste en édulcorant son propos xénophobe sans en perdre la teneur, celui-ci étant la clef historique de ses premiers succès électoraux. Le nouvel intégrisme laïque du Front national, puis du

Rassemblement national, s'est, en effet, fondé sur un criterium assimilationniste apparemment respectueux des valeurs progressistes empruntées à la gauche, mais en réalité si exigeant qu'il en devenait pour les communautés musulmanes visées « un objectif quasiment inaccessible et par conséquent excluant » (S. Crépon, p. 57).

- 3 Les catholiques, pour leur part, se sont réapproprié la notion à la suite des attentats perpétrés par Daesh en 2015. D'un côté, la Conférence des évêques de France a revendiqué une laïcité plurielle fondée sur la loi de 1905, dans laquelle l'Église jouerait implicitement un rôle éminent, voire tutélaire, au titre du « droit d'aînesse ». D'un autre côté, les catholiques conservateurs ou observants ont plaidé pour une laïcité stricte, limitative de la liberté de religion – essentiellement celle de l'islam –, mais qui ne pèserait pas sur le catholicisme pour des raisons patrimoniales en raison de son rôle culturellement fondateur de la société française et de la laïcité elle-même. Il en résulte que si « les catholiques ont profondément intériorisé le cadre laïque et républicain », ils n'en sont pas moins divisés entre un clergé supérieur désireux de faire du catholicisme la religion civile de la France et une base conservatrice avant tout soucieuse d'endiguer l'islam (Y. Raison du Cleuziou, p. 74 et s.).
- 4 En contrepoint, une analyse lexicométrique comparée en France et au Québec permet de souligner la cristallisation et le durcissement du terme « laïcité » à partir d'une confrontation des notions de « laïcité à la française », supposée permettre l'intégration des nouveaux arrivants, et d'« accommodements raisonnables », accusés de favoriser le communautarisme. Parce qu'elles sont le plus souvent décontextualisées, ces polarisations de sens, auxquelles on attribue un antagonisme de situations, constituent en réalité une essentialisation des notions considérées dans une logique instrumentalisatrice ou plus simplement du fait du « commérage » en tant que modalité d'interaction sociale (en l'occurrence dans l'espace public). Or, cette essentialisation n'est pas sans conséquence, car elle « produit un effet particulièrement puissant de vérité et d'autorité [...] chargé d'évaluations normatives » (V. Amiraux, D. Koussens, p. 97).
- 5 Dans une certaine mesure, l'usage courant et populaire de la langue est cependant rétif aux tentatives politiques de manipulation. Une enquête menée auprès d'un public d'élèves permet sans doute de déceler la trace d'un infléchissement sémantique de la laïcité après la loi interdisant les signes religieux ostensibles à l'école en 2004, mais elle révèle aussi l'appropriation active du mot par les enfants en fonction de leurs propres perceptions. À cet égard, l'agrégation à la laïcité des règles de civilité qui sont au cœur du cycle d'éducation primaire indique que les élèves « contribuent à construire la laïcité comme une archi-valeur » (Ch. Mercier, p. 126). Le même phénomène, qui traduit une autonomie relative de chaque locuteur, se manifeste à propos des électeurs. Des producteurs du discours à ses récepteurs, la laïcité est loin d'être univoque. L'analyse comparée de deux banques de données textuelles, l'une exploitant les discours des candidats à l'élection présidentielle de 2017, l'autre les réponses de citoyens soumis à un questionnaire à cette même occasion, montre non seulement que ce sont plus les différences socio-culturelles que l'affiliation partisane qui déterminent l'affectation de sens au mot laïcité, mais que le consensus s'établit sur une laïcité humaniste et ouverte et non sur une laïcité rigide et fermée. On en conclut que la notion, bien que travaillée en permanence, « conserve aussi une part d'inertie, de résistance aux colorations suggérées par l'actualité » (C. Alduy, p. 150).

AUTEURS

PHILIPPE SÉGUR

Professeur de droit public, Université de Perpignan Via Domitia, Centre du droit économique et du développement (CDED)